

L'UNION EUROPÉENNE ET LA GUERRE EN UKRAINE

Une nouvelle page de l'histoire de l'Europe s'est écrite le 24 février 2022, lorsque la Fédération de Russie a attaqué son voisin, l'Ukraine, violant sa souveraineté et son intégrité territoriale, la Charte des Nations Unies et l'article 3 du Statut du Conseil de l'Europe.

Cette agression a fait l'objet d'une condamnation ferme et immédiate par le Conseil de l'Europe, ainsi que par des États et d'autres organisations internationales telles que les Nations Unies, les États-Unis, l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Union interparlementaire.

Le Conseil de l'Europe a pris à cette occasion une décision historique en suspendant immédiatement la Fédération de Russie, au lendemain de son agression contre l'Ukraine, de son droit de représentation au Comité des Ministres et à l'Assemblée parlementaire, puis en l'excluant définitivement, le 16 mars 2022, en tant que membre du Conseil de l'Europe.

Grâce à cette réaction rapide, le Conseil de l'Europe a montré son engagement et son sérieux en soutenant l'un de ses États membres, l'Ukraine, face à une guerre atroce et totalement injustifiée. Cette agression brutale, non provoquée et totalement injustifiée ouvre pourtant un nouveau chapitre de l'histoire européenne et mondiale en sanctionnant la fin définitive de l'ordre que les États-Unis avaient construit après l'effondrement de l'URSS et la guerre froide.

C'était un ordre fondé sur la conviction que le marché était le moteur du développement, qu'il apportait avec lui la démocratie et qu'il créait une interdépendance toujours plus étroite entre les peuples.



Mais tout cela appartient au passé. Le présent est marqué par l'agressivité féroce du régime de Poutine en Europe et la guerre en Ukraine, qui a créé un grave préjudice dans l'ordre international et a déstabilisé l'architecture de la sécurité européenne. La sécurité est un concept beaucoup plus large que la défense car elle repose largement sur le respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

Des dizaines de millions de personnes ont été jetées à la rue, fuyant les hostilités menées par la Russie, dont la sévérité aura des conséquences désastreuses, notamment humanitaires, à très long terme.

L'offensive militaire a délibérément ciblé les civils, qui subissent les terribles conséquences de ces luttes, bombardements et encerclements: angoisse, stress traumatique, perte d'êtres chers, blessures physiques et psychologiques, privations de toutes sortes, violences. La ville de Marioupol est devenue le symbole de ce martyre subi par le peuple ukrainien. La découverte de fosses communes et les abus, tels que les exécutions sommaires et les viols, commis par les forces russes dans les villes de

Boutcha, Irpin, Borodyanka et Andriivka ont donné une nouvelle dimension à cette guerre totalement injustifiée qui est certainement destinée à marquer profondément l'avenir de l'équilibre mondial.

Face à une telle situation, la nécessité d'accélérer le processus de réforme de l'Union européenne apparaît immédiatement, afin d'équiper le système politico-institutionnel européen pour faire face à une situation qui le met en grand danger.

Si l'Europe veut vraiment faire face à l'avenir, il faut qu'elle s'interroge sérieusement sur ce que devrait être sa propre place dans le monde, sans renoncer à définir avec clarté sa propre position et sa propre vision. Elle devra définir ses propres valeurs et principes pour sauvegarder l'Occident dans une relation, certes, de collaboration mais pas de dépendance excessive vis-à-vis de l'allié américain et une relation ferme même si, éventuellement, constructive avec la Russie qui est un voisin important, mais assez inconfortable.

L'Union européenne devra également porter un regard très attentif sur la nouvelle orientation de la politique étrangère chinoise qui, en s'appuyant sur sa capacité industrielle, révèle l'objectif de conditionnement de la production, de l'économie et de la politique à l'échelle mondiale. On sait bien que, ces dernières années, la Chine est devenue un véritable poumon industriel pour le monde entier et qu'elle est aujourd'hui capable de maîtriser la production dans de nombreux secteurs stratégiques.



Au fond, l'Europe doit s'engager dans une véritable unité politique, qui lui permettra de monter au rang de puissance continentale en se dotant de l'autorité et de la force nécessaires pour agir à l'intérieur et dans le monde.

La crise que nous traversons, tout en mettant en lumière les mérites de l'Union européenne, met immédiatement en évidence ses lacunes et ses vulnérabilités considérables. Parmi les mérites, la grande valeur du projet européen, né pour établir la paix et vaincre les nationalismes, doit certainement être incluse. Les limites de l'Union européenne sont cependant celles d'une organisation encore malheureusement largement internationale, malgré le projet et les ambitions fédérales dont elle est partie. Ainsi, avec les États qui restent «les maîtres des Traités», les Européens sont politiquement faibles et, de surcroît, le nationalisme n'est pas vaincu, car il n'est pas encore né d'institution fédérale qui le dépasse, politiquement et historiquement, et qui affirme dans l'histoire un nouveau paradigme du gouvernement démocratique supranational d'interdépendance.

Ainsi, l'UE n'a pas un poids effectif au niveau international, elle a des opinions publiques vulnérables et risque de voir resurgir des forces populistes et nationalistes, la rendant encore plus faible.

L'UE a d'abord besoin d'une vraie politique étrangère, une politique de défense, une politique de l'énergie, une politique migratoire qui soient la responsabilité d'un gouvernement européen efficace.

Ce n'est qu'en créant les conditions de la naissance d'un premier embryon de gouvernement fédéral européen que nous pourrons passer du système intergouvernemental actuel à un véritable système européen.

Aujourd'hui, entre autres, pour confirmer davantage l'urgence d'amorcer la naissance d'une union politique fédérale, de nombreuses inconnues se sont ouvertes, en pesant lourdement sur notre avenir. Cette guerre déclenchée par la Russie fait partie d'une attaque déterminée contre ce qui reste de l'hégémonie américaine dans le monde.

Dans ce nouveau scénario, une guerre de pouvoir se développe: l'Occident d'un côté, avec ses systèmes politiques libéraux et démocratiques; et la Chine et la Russie, d'autre part, avec leurs régimes qui tendent désormais au totalitarisme.

Malgré la forte interdépendance que la mondialisation avait créée avec le commerce, la possibilité que l'on en arrive au choix de sacrifier une tranche de développement économique pour s'autonomiser de ce qui devient de plus en plus «le bloc ennemi» et ainsi pouvoir mieux le combattre devient de plus en plus concret, pour construire une hégémonie totale.

Dans le même temps, en termes de sécurité, le nouveau scénario avec le retour de la guerre d'agression contre un pays souverain, pour occuper une partie de son territoire et pour en prendre le contrôle à travers l'installation d'un gouvernement fantoche, suscite de vives inquiétudes.

Pour les Européens, donc, ce nouveau scénario que Poutine a ouvert avec l'agression en Ukraine constitue un grand cauchemar.

Nous avons bâti le système européen sur la confiance dans l'idéologie du marché comme vecteur de développement du système international.

Cependant, en raison de notre manque persistant d'unité politique, nous n'avons pas été en mesure de développer une politique de partenariat efficace envers ces pays tiers qui seraient cruciaux pour notre développement et que nous avons souvent laissés entre les mains de la Chine et de la Russie.

Nous avons confié aux États-Unis la gestion des relations internationales et de notre sécurité, subissant les répercussions de l'évolution des intérêts et de leur capacité à gouverner le monde.

En un mot, nous sommes le pot de terre d'un Occident qui ne parvient pas à renforcer la démocratie et les liens entre les pays qui ne veulent pas entrer dans la sphère d'influence des nouveaux totalitarismes.

Pour ce faire, il faudrait la force politique pour offrir aux pays qui choisissent la démocratie le partage de nouvelles institutions internationales démocratiques et supranationales, avec lesquelles gérer ensemble certains défis existentiels, du changement climatique à la santé; et d'utiliser avec les autocraties la force des avantages apportés par l'interdépendance et le marché mondial pour maintenir des formes d'échanges qui évitent le conflit total.



C'est pourquoi la tâche de l'Union européenne est désormais de construire rapidement une union politique qui permette des investissements importants et des politiques européennes efficaces et tournées vers l'avenir dans le domaine du développement, pour la transition énergétique et écologique, pour le développement du secteur numérique, pour créer une politique étrangère et de sécurité, une capacité militaire autonome, pour devenir progressivement un pilier égal aux États-Unis dans l'OTAN et donner un nouveau guide à la politique internationale.

Le moment est venu de réfléchir à notre Union, aux défis auxquels nous sommes confrontés et à l'avenir que nous voulons construire ensemble, afin de renforcer la solidarité européenne.

Il faut ouvrir une vraie et profonde réforme des Traités, sans être bloqué par les vetos des pays opposants, qui peuvent rester dans le marché actuel sans renoncer à ce que l'UE offre aujourd'hui, sans toutefois empêcher d'avancer ceux qui comprennent que le nouveau cadre monde exige la naissance d'une puissance européenne.

Il y a, dans le monde, une logique impitoyable où ce n'est pas la guerre, mais la menace de celle-ci qui régit les relations entre les États.

Les différends internationaux trouvent souvent une solution en fonction de combien et comment un État peut faire valoir ses prérogatives et son poids. Bref, les relations internationales équivalent à peser les conséquences hypothétiques d'une guerre potentielle impliquant les pays concernés.

Au fond, apparaît clairement la nécessité pour l'Union européenne de s'organiser et de se renforcer afin d'être un acteur de premier plan sur le plan international. Malheureusement, c'est là que réside l'aspect le plus problématique, en raison de la structure institutionnelle lourde de l'Union, puisque les décisions politiques dépendent de manière cruciale des institutions de l'UE qui reposent sur le principe intergouvernemental et, en conséquence, généralement, sur l'unanimité des gouvernements nationaux.

Il y a donc, du côté de l'Europe, une fragilité et une incohérence particulières dans les secteurs de la défense et de la politique étrangère.

Certes, l'Union européenne dispose de larges possibilités d'action dans les domaines économique et politique mais aujourd'hui, malheureusement, elle n'a pas la capacité d'agir.

Pour entamer de nouvelles relations et résoudre ces faiblesses, il faut d'abord se doter d'un gouvernement et de sa propre politique étrangère.

C'est ce que nous espérons tous arriver bientôt.

Silvano Marseglia
Président Européen de l'AEDE



THE EUROPEAN UNION AND THE WAR IN UKRAINE



A new page in the history of Europe was written on February 24, 2022, when the Russian Federation attacked its neighbor, Ukraine, violating its sovereignty and territorial integrity, the Charter of the United Nations and Article 3 of the Statute of the Council of Europe.

This aggression was strongly and immediately condemned by the Council of Europe, as well as by States and other international organizations such as the United Nations, the United States, the European Union, the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) and the Interparliamentary Union.

The Council of Europe, on this occasion, took a historic decision by immediately suspending the Russian Federation, on the day after its aggression against Ukraine, from its right of representation in the Committee of Ministers and the Parliamentary Assembly and then definitively excluding it, on March 16, 2022, as a member of the Council of Europe.

Thanks to the rapid reaction, the Council of Europe has shown its commitment and its seriousness in supporting one of its member States, Ukraine, in the face of an atrocious and completely unjustified war. This brutal aggression, unprovoked and completely unjustified, however, opens a new chapter in European and world history by sanctioning the definitive end of the order that the USA had built after the collapse of the USSR and the Cold War.

It was an order founded on the belief that the market was the driving force of development, that it brought democracy with it and that it created an ever closer interdependence among peoples.

All this, however, belongs to the past. The present is marked by the ferocious aggressiveness of Putin's regime in Europe and the war in Ukraine, which has created a serious prejudice in the international order and destabilized the architecture of European security. Security is a much broader concept than defense, because it largely rests on respect for human rights and the rule of law.

Tens of millions of people have been thrown onto the streets, fleeing Russian-led hostilities, the severity of which will have disastrous, particularly humanitarian, consequences in the very long term. The military offensive deliberately targeted civilians, who are suffering the terrible consequences of these struggles, bombings and encirclement: anguish, traumatic stress, loss of loved ones, physical and psychological injuries, deprivation of all kinds, violence. The city of Mariupol has become the symbol of this martyrdom suffered by the Ukrainian people. The discovery of mass graves and the abuses, as well as summary executions and rapes, committed by Russian forces in the cities of Boutcha, Irpin, Borodyanka and Andriivka have given a new dimension to this totally unwarranted war, that is certainly destined to mark in a profound way the future of world equilibrium.

Faced with such a situation, the need to speed up the reform process of the European Union immediately emerges, in order to equip the European political-institutional system to face a situation that puts it in great danger.

If Europe really wants to deal with the future, it will finally have to seriously question itself about what its own place in the world should be, without renouncing to define its own position and vision with clarity. It will have to define its own values and principles to safeguard the West in a relationship, certainly, of collaboration but not of excessive dependence on the American ally and a firm relationship even if, possibly, constructive, with Russia, which is an important neighbor but quite bulky.

The European Union will also have to look very carefully at the new course of China's foreign policy which, by leveraging its industrial capacity, reveals the objective of conditioning production, economy and politics on a world scale. We know well that, in recent years, China has become a true industrial lung for the whole world and that, today, it is able to control production in numerous strategic sectors.

In essence, Europe must commit itself to real political unity, which will allow it to rise to the level of continental power, by endowing itself with the authority and strength necessary to act internally and in the world.

The crisis we are experiencing, while highlighting the merits of the European Union, immediately highlights its weaknesses and considerable vulnerabilities. Among the merits, the great value of the European project, born to establish peace and overcome nationalism, must certainly be included.

The limits of the European Union, however, are those of an organization that is still, unfortunately, largely international in nature, despite the project and the federal ambitions from which it started.

In this way, with the States that remain "the masters of the Treaties", the Europeans are politically weak and, moreover, nationalism is not defeated, because a federal institution has not been created yet, that surpasses it, politically and historically, and that affirms in history a new paradigm of the supranational democratic government of interdependence.

The E, then, does not have an effective weight at the international level, it has vulnerable public opinions and risks seeing populist and nationalist forces rise again, making it even weaker.

The EU needs first of all to have a real foreign policy, a defense policy, a policy for energy and for migration that are the responsibility of an effective European government.

Only by creating the conditions for the birth of a first embryo of a federal European government we can make the leap from the current intergovernmental system to a truly European system.

Today, among other things, to further confirm the urgent need to initiate the birth of a federal political union, many unknowns have opened up, that weigh heavily on our future.

This war unleashed by Russia is part of a determined attack on what remains of American hegemony globally.





In this new scenario a war of power is growing: the West on the one hand, with its liberal, democratic political systems; and China and Russia, on the other, with their regimes which are now tending towards totalitarianism.

Despite the strong interdependence that globalization had created with trade, the possibility becomes more and more concrete. that the choice of sacrificing a slice of economic development might be made, in order to become autonomous from what is increasingly becoming “the enemy bloc” and thus be able to fight it better, to build full hegemony.

At the same time, in terms of security, the new scenario with the return of the war of aggression to a sovereign country, to occupy part of its territory and to take control of it through the installation of a puppet government, raises considerable great concern.

For the Europeans, therefore, this new scenario that Putin has opened with the aggression in Ukraine constitutes a great nightmare.

We have built the EU system on trust in the ideology of the market as a vector for the development of the international system.

However, due to our persistent lack of political unity, we have not been able to develop an effective partnership policy towards those third countries which would be crucial for our development and which we have often left in the hands of China and Russia.

We have entrusted the United States with the management of international relations and our security, suffering the repercussions of their changing interests and their ability to govern the world.

In a word, we are the earthenware pot of a West that fails to strengthen democracy and the ties among Countries that do not want to enter the sphere of influence of the new totalitarianisms.

To do this, it would be necessary to have the political force to offer the countries that choose democracy, the sharing of new democratic and supranational international institutions, by which to manage together some existential challenges, from climate change to health; and to use with the autocracies the strength of the advantages brought by interdependence and the global market, in order to maintain forms of interchange that avoid total conflict.

This is why the task of the European Union now is to rapidly build a political union that allows for large investments and effective and forward-looking European policies in the field of development, for the energy and ecological transition, for the development of the digital sector, for creating a foreign and security policy, an autonomous military capability, to become a pillar gradually equal to the US in NATO and to give a new guide to international politics.

The time has come to reflect on our Union, on the challenges we face and on the future we want to build together, in order to strengthen European solidarity.



It is necessary to open a real and profound reform of the Treaties, without being blocked by the vetoes of the opposing countries, which can remain in the current market without giving up what the EU offers today, without, however, preventing from moving forward those who understand that the new world framework requires the birth of a European power.

There is, in the world, a ruthless logic where not war, as much as the threat of it governs relations among States. International disputes often find a solution according to how much and how a State can assert its prerogatives and its weight. In short, international relations are equivalent to weighing the hypothetical consequences of a potential war involving the countries concerned.

In essence, the need clearly emerges for the European Union to organize and strengthen itself, in order to be a primary player on the international level. Unfortunately, here lies the most problematic aspect, due to the cumbersome institutional structure of the Union, since political decisions depend crucially on EU institutions which are based on the intergovernmental principle and, therefore, generally on the unanimity of national governments.

Therefore, on the part of Europe, there is a particular fragility and inconsistency in the defense and foreign policy sectors.

The European Union certainly has ample opportunities for action in the economic and political fields but today, unfortunately, it does not have the capacity to act. In order to start new relations and resolve these weaknesses, it is necessary, first of all, to equip itself with a government and its own foreign policy. This is what we all hope will happen soon.

Silvano Marseglia
European President of AEDE



L'UNIONE EUROPEA E LA GUERRA IN UCRAINA

Una nuova pagina nella storia dell'Europa è stata scritta il 24 febbraio 2022, quando la Federazione Russa ha attaccato il suo vicino, l'Ucraina, violandone la sovranità e l'integrità territoriale, la Carta delle Nazioni Unite e l'articolo 3 dello Statuto del Consiglio d'Europa.

Questa aggressione è stata oggetto di una forte e immediata condanna da parte del Consiglio d'Europa, nonché da parte degli Stati e di altre organizzazioni internazionali come le Nazioni Unite, gli Stati Uniti, l'Unione Europea, l'Organizzazione per la Sicurezza e la Cooperazione in Europa (OSCE), l'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico (OCSE) e l'Unione interparlamentare.



Il Consiglio d'Europa, in questa occasione, ha preso una decisione storica sospendendo immediatamente la Federazione Russa, il giorno dopo la sua aggressione contro l'Ucraina, dal suo diritto di rappresentanza in seno al Comitato dei Ministri e all'Assemblea Parlamentare per poi escluderla definitivamente, il 16 marzo 2022, come membro del Consiglio d'Europa.

Grazie alla rapida reazione, il Consiglio d'Europa ha dimostrato il suo impegno e la sua serietà nel sostenere uno dei suoi Stati membri, l'Ucraina, di fronte a una guerra atroce e del tutto ingiustificata. Questa brutale aggressione, non provocata e del tutto ingiustificata, apre, comunque, un nuovo capitolo nella storia europea e mondiale sancendo la fine definitiva dell'ordine che dopo il crollo dell'URSS e della guerra fredda gli USA avevano costruito.

Era un ordine fondato sulla convinzione che il mercato fosse la forza trainante dello sviluppo, che portasse con sé la democrazia e che creasse una interdipendenza sempre più stretta tra i popoli.

Tutto questo, però, appartiene al passato. Il presente è segnato dall'aggressività feroce del regime di Putin in Europa e dalla guerra in Ucraina, che ha creato un grave pregiudizio nell'ordine internazionale destabilizzando l'architettura della sicurezza europea. La sicurezza è un concetto molto più ampio del concetto di difesa perché poggia in massima parte sul rispetto dei diritti umani e dello stato di diritto. Decine di milioni di persone sono state gettate sulle strade, in fuga dalle ostilità guidate dalla Russia, la cui gravità avrà conseguenze disastrose, in particolare umanitarie, a lunghissimo termine.

L'offensiva militare ha preso di mira deliberatamente i civili, che subiscono le terribili conseguenze di queste lotte, dei bombardamenti e dell'accerchiamento: angoscia, stress traumatico, perdita di persone care, ferite fisiche e psicologiche, privazioni di ogni tipo, violenze. La città di Mariupol è diventata il simbolo di questo martirio subito dal popolo ucraino. La scoperta di fosse comuni e gli abusi, come le esecuzioni sommarie e gli stupri, commessi dalle forze russe nelle città di Boutcha, Irpin, Borodyanka e Andriivka hanno dato una nuova dimensione a questa guerra del tutto ingiustificata che è certamente destinata a segnare in modo profondo il futuro degli equilibri mondiali.

Dinanzi ad una simile situazione emerge con chiara evidenza la necessità di accelerare subito il processo di riforma dell'Unione europea, per attrezzare il sistema politico-istituzionale europeo a fronteggiare una situazione che lo mette fortemente in pericolo.

Se davvero l'Europa vuole occuparsi del futuro dovrà, finalmente, interrogarsi seriamente su quale debba essere il proprio posto nel mondo, senza rinunciare a definire una propria posizione ed una propria visione con chiarezza. Dovrà definire i propri valori ed i propri principi a salvaguardia dell'Occidente in un rapporto, certamente, di collaborazione ma non di eccessiva dipendenza dall'alleato americano ed un rapporto fermo anche se, possibilmente, costruttivo con la Russia che risulta un vicino importante ma abbastanza ingombrante.



L'Unione Europea dovrà guardare anche con molta attenzione al nuovo corso della politica estera della Cina che, facendo leva sulla propria capacità industriale, lascia trasparire l'obiettivo di condizionare la produzione, l'economia e la politica su scala mondiale. Sappiamo bene che, in questi ultimi anni, la Cina è diventata un vero polmone industriale per il mondo intero e che, oggi, è in grado di controllare la produzione in numerosi settori strategici.

L'Europa, in sostanza, deve impegnarsi in direzione di una vera unità politica, che le permetta di elevarsi al livello di potenza continentale dotandosi dell'autorevolezza e della forza necessarie per agire al proprio interno e nel mondo.

La crisi che stiamo vivendo, pur mettendo in evidenza i pregi dell'Unione Europea, ne evidenzia subito le sue mancanze e notevoli vulnerabilità. Tra i pregi va certamente annoverato il grande valore del progetto europeo, nato per stabilire la pace e superare il nazionalismo. I limiti dell'Unione europea, però, sono quelli di un'organizzazione ancora, purtroppo, in gran parte di natura internazionale, nonostante il progetto e le ambizioni federali da cui è partita.

In questo modo, con gli Stati che rimangono "i padroni dei Trattati", gli Europei sono politicamente deboli e in più il nazionalismo non è sconfitto, perché non è ancora nata un'istituzione federale che lo superi, politicamente e storicamente, e che affermi nella storia un nuovo paradigma del governo democratico sovranazionale dell'interdipendenza.

In questo modo l'UE non ha un peso efficace a livello internazionale, ha opinioni pubbliche vulnerabili e rischia di veder risalire le forze populiste e nazionaliste che la rendono ancora più debole.

L'UE ha bisogno di avere innanzitutto una vera politica estera, una politica per la difesa, per l'energia, per la politica migratoria che siano competenza di un effettivo governo europeo.

Solo creando le condizioni per la nascita di un primo embrione di governo europeo di natura federale si può fare il salto dal sistema intergovernativo attuale ad un sistema realmente europeo.

Oggi, tra l'altro, a confermare ulteriormente il bisogno urgente di avviare la nascita di un'unione politica federale, si sono aperte tante incognite che pesano notevolmente sul nostro futuro.

Questa guerra scatenata dalla Russia è parte di un attacco determinato contro ciò che ancora resta dell'egemonia americana a livello globale.

In questo nuovo scenario cresce una guerra di potere: l'Occidente da una parte, con i suoi sistemi politici liberali, democratici; e la Cina e la Russia, dall'altro, con i loro regimi che tendono ormai al totalitarismo.

Nonostante la forte interdipendenza che la globalizzazione aveva creato con il commercio, diventa sempre più concreta la possibilità che si arrivi alla scelta di sacrificare una fetta di sviluppo economico per rendersi autonomi da quello che diventa sempre più "il blocco nemico" e poterlo così combattere meglio, per costruire un'egemonia piena.

Al tempo stesso, sul piano della sicurezza, il nuovo scenario con il ritorno della guerra di aggressione ad un paese sovrano, per occuparne parte del territorio e per assumerne il controllo tramite l'installazione di un governo fantoccio, pone notevoli grandi preoccupazioni.

Per gli Europei, pertanto, questo nuovo scenario che Putin ha aperto con l'aggressione in Ucraina costituisce un grande incubo.

Abbiamo costruito il sistema dell'UE sulla fiducia nell'ideologia del mercato come vettore dello sviluppo del sistema internazionale.

Non abbiamo, però, saputo sviluppare, a causa della nostra persistente assenza di unità politica, una politica di partenariato efficace verso quei paesi terzi che sarebbero cruciali per il nostro sviluppo e che spesso abbiamo lasciato nelle mani di Cina e Russia.

Abbiamo affidato agli USA la gestione dei rapporti internazionali e la nostra sicurezza, subendo i contraccolpi del mutare dei loro interessi e della loro capacità di governare il mondo.

In una parola, siamo il vaso di coccio di un Occidente che non riesce a rafforzare la democrazia e i legami tra Paesi che non vogliono entrare nella sfera di influenza dei nuovi totalitarismi.

Per far questo occorrerebbe la forza politica di offrire ai paesi che scelgono la democrazia, la condivisione di nuove istituzioni internazionali democratiche e sovranazionali, con cui governare insieme alcune sfide esistenziali, dal cambiamento climatico alla salute; e di usare con le autocrazie la forza dei vantaggi portati dall'interdipendenza e dal mercato globale per mantenere forme di interscambio che evitino la totale contrapposizione.



Ecco perché il compito ora dell'Unione Europea è quello di costruire rapidamente un'unione politica che permetta di fare investimenti ingenti e politiche europee efficaci e lungimiranti in materia di sviluppo, per la transizione energetica ed ecologica, per lo sviluppo del settore digitale, per creare una politica estera e di sicurezza, una capacità militare autonoma, per diventare un pilastro man mano paritario con gli USA nella NATO e dare una nuova guida alla politica internazionale.

È giunto il momento di riflettere sulla nostra Unione, sulle sfide che ci troviamo ad affrontare e sul futuro che vogliamo costruire insieme, allo scopo di rafforzare la solidarietà europea.

Occorre aprire una vera e profonda riforma dei Trattati, senza farsi bloccare dai veti dei paesi contrari, che possono rimanere nell'attuale mercato senza rinunciare a ciò che oggi l'UE offre, senza però impedire di andare avanti a chi capisce che il nuovo quadro mondiale necessita la nascita di una potenza europea.

Esiste, nel mondo, una logica spietata dove non la guerra, quanto la minaccia di essa governa i rapporti tra gli Stati. Spesso le controversie internazionali trovano soluzione in funzione di quanto e di come uno Stato possa far valere le proprie prerogative e il proprio peso. I rapporti internazionali, in poche parole, equivalgono a soppesare le ipotetiche conseguenze di una potenziale guerra che coinvolgesse i Paesi interessati.

In sostanza, emerge chiaramente la necessità che l'Unione Europea debba organizzarsi e rafforzarsi per poter essere un attore primario sul piano internazionale. Purtroppo qui risiede l'aspetto più problematico, dovuto alla farraginoso struttura istituzionale dell'Unione, poiché le decisioni politiche dipendono in modo cruciale dalle istituzioni comunitarie che sono basate sul principio intergovernativo e, quindi, generalmente dall'unanimità dei governi nazionali.

Si evidenzia, pertanto, da parte dell'Europa, una particolare fragilità e inconsistenza nei settori della difesa e della politica estera.

L'Unione Europea ha, certamente, ampie possibilità di azione in campo economico e politico ma oggi, purtroppo, non dispone della capacità di agire. Per poter avviare nuove relazioni e risolvere queste sue fragilità è necessario che essa innanzitutto si doti di un governo e di una propria politica estera. È ciò che tutti speriamo possa verificarsi presto.

Silvano Marseglia
Presidente Europeo dell'AEDE



LE POIDS DES INÉGALITÉS

Lorsque le Covid a éclaté, le pape François a souligné que nous étions tous dans le même bateau. Comment oublier son appel au secours, seul, sur une place Saint-Pierre vide!

Il commentait l'Évangile de la "tempête apaisée" et, tourné vers le haut, il criait: "Ça ne te fait rien que nous mourons?". C'était une scène qui a ému le monde. Tout le monde a compris ces mots et cette image. Au fur et à mesure que la pandémie progressait, cependant, une autre image est apparue dans mon esprit: "nous sommes tous dans la même tempête, mais sur des bateaux différents".

Les bateaux des personnes âgées ont été débordés sans problème, et ceux des handicapés aussi... Bref, les inégalités pesaient lourd. Et ils continuent de peser même après la pandémie.

Je voudrais partir de cette image pour proposer quelques réflexions sur le thème des inégalités.

Et je commence par celle qui ressort de la nouvelle situation démographique qui concerne notre pays, mais pas seulement. En Italie, nous sommes confrontés à une tempête parfaite sur le plan démographique: d'une part le vieillissement de la population (14 millions d'Italiens âgés de 65 ans et plus - le deuxième pays au monde pour les personnes âgées après le Japon) et d'autre part le déclin démographique (de 59,6 millions recensés au 1er janvier 2020, il passera à 58 millions en 2030 et à 54,1 millions vingt ans plus tard, pour chuter à 47,6 millions en 2070). Et cette situation ne s'arrête pas là.

En 2040, une famille sur cinq sera un couple avec enfants, mais plus d'une sur cinq n'aura pas d'enfant. Les données proviennent d'Istat. Mais si nous les lisons plus en profondeur, en utilisant, par exemple, le dernier rapport Bes publié en avril 2022, qui utilise une série d'indicateurs politiques, économiques et sociaux, nous pouvons voir de première main les effets de la pandémie. Le rapport certifie que la pandémie a principalement entraîné des reculs dans le bien-être de la population féminine, en particulier pour les mères avec de petits enfants. Mais ce sont aussi les enfants, les adolescents et les très jeunes qui ont payé un lourd tribut à la pandémie et aux restrictions.

En 2019 en Italie, le taux d'emploi des jeunes de 25-34 ans reste le plus bas de tous les pays européens, avec un écart particulièrement important pour les filles. L'Italie a un triste record en Europe pour le nombre de jeunes entre 15 et 29 ans qui ne sont plus inclus dans une école ou une formation et même pas engagés dans un travail. Un autre facteur critique est le nombre élevé d'abandons précoces: la part

des 18-24 ans qui quittent le système d'éducation et de formation sans avoir obtenu de diplôme ou de qualification en 2021 est de 12,7 %, une valeur supérieure à celle fixée comme limite maximale en Europe (10%). Et puis aux jeunes les plus éduqués et qualifiés, l'Italie n'offre toujours pas les opportunités adéquates. Ce sont des inégalités réelles et dramatiques.

Déjà, ces données indiquent que l'un des problèmes cruciaux pour l'avenir du pays concerne les politiques familiales (y compris les perspectives concernant la culture et pas seulement l'économie), dont la natalité est l'un des nœuds les plus urgents à résoudre car il jette une hypothèque sur l'avenir.

Et il demande quelle société italienne nous voulons construire.

Il n'y a aucun doute que la famille représente une pierre angulaire essentielle de la société. Si nous devons l'imaginer, nous pourrions la comparer à un immeuble de quatre étages, chaque étage étant habité par une génération : enfants, jeunes, adultes, personnes âgées. Bref, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, 4 générations coexistent. Cela n'était jamais arrivé auparavant.

Mais ce bâtiment risque d'être sans escalier et sans ascenseur. C'est le drame du manque de communication entre les générations. L'information, les médias, voire le cinéma parlent de plus en plus souvent de problèmes et de crises tant au sein de chaque génération que dans les relations intergénérationnelles.

Il ne faut pas céder à cette logique mais croire fermement et pratiquer le dialogue entre les générations. En Italie, cela prend une signification particulière car nous vivons une période de déclin démographique à laquelle s'ajoute le vieillissement de la population.

Ce sont des chiffres qui parlent d'un manque d'espoir dans ce pays, d'une méfiance envers l'avenir. Il est urgent de relancer le thème de la famille à l'attention de la société dans son ensemble et des politiques: la famille est la pierre angulaire de la société, pas seulement en Italie. La famille - malgré toutes ses difficultés - contribue à former les citoyens de demain, les croyants de demain, relie les générations et permet à l'histoire d'avancer !

En Italie, 14 millions de plus de 65 ans sont comme un nouveau peuple. Il ne peut pas être "jeté".

La présence des personnes âgées doit être valorisée, soignée, gardée. Une culture positive du troisième et du quatrième âge fait encore défaut. Dans l'Église aussi, nous devons faire plus pour faire fleurir une spiritualité de cette partie de la vie. Les progrès de la médecine ont allongé la durée de la vie, maintenant la société dans son ensemble doit inventer cet âge, le remplir aussi d'activité mais surtout de sagesse, accessible à toutes et aux autres générations.

En ce sens, nous avons vécu deux années très difficiles, avec la pandémie qui a mis en évidence trop de disparités, aggravant des situations préexistantes. Et le conflit en cours en Europe alimente davantage le feu des divisions mais surtout il assombrit la capacité d'envisager l'avenir avec confiance et espoir.

Que faire alors? Il ne fait aucun doute que quelque chose bouge. Mais c'est encore peu. Le gouvernement s'oriente vers la restructuration de l'aide à ce pays dans le pays qui est composé de la population âgée.



Le pape François se consacre également à la catéchèse du mercredi pour souligner que les personnes âgées sont une ressource, pas un fardeau. La fragilité est une ressource. C'est la grande leçon de la pandémie: nous nous sommes tous redécouverts - société et peuple - fragiles et sans défense face à un virus qui ne regarde pas les obstacles et les frontières. Et l'extraordinaire réponse unanime des scientifiques, en dialogue et en collaboration les uns avec les autres, a produit un vaccin - en fait plus de vaccins - en un temps extraordinairement rapide.

Comme l'explique le Pape François dans «Amoris Laetitia», l'avenir de l'Église sera de s'envisager comme une dimension familiale, renouvelant ainsi toute la pastorale. L'Église elle-même doit se repenser comme "une famille". Dans une démarche d'attention et de miséricorde, dans un contexte où les problèmes de la famille - qui sont les problèmes de l'Église - se lisent dans la dynamique de la foi, dans un cheminement de dialogue, de respect, de méditation de l'Évangile, d'attention aux expériences les plus difficiles pour apporter de l'espoir à notre monde.

Les catéchèses du Pape peuvent aussi nous fournir une pensée inspirante pour la politique et la société. De même que dans l'Église les générations peuvent et doivent trouver une cohabitation harmonieuse, de même dans la société la fracture à l'intérieur de chaque pays entre jeunes et adultes, entre adultes et personnes âgées, entre politiques et citoyens, a besoin de mesures inédites pour se recomposer.

Tout d'abord, une étape culturelle s'impose: mettre de côté les clivages partisans et regarder l'ensemble. Il n'y aura pas d'avenir sans paix, sans environnement propre (quel sera l'effet de la guerre sur notre habitat?). Avant toute chose, une prise de conscience profonde est nécessaire: le virus a changé notre monde et nous devons comprendre que seulement si nous sommes unis nous en sortirons. Mais pas seulement du virus; de toute difficulté, seule l'humanité unie est capable de s'améliorer. Plus tôt il y aura cette prise de conscience, plus tôt nous prendrons les mesures de solidarité nécessaires.

Le projet de loi-cadre pour l'aide aux personnes âgées que la Commission interministérielle que j'ai coordonnée a présenté au gouvernement va dans ce sens. La logique sous-jacente est simple: les personnes âgées sont une ressource, d'autant plus que l'ensemble de la société pourra se doter d'équipements adéquats pour les valoriser et les accompagner à domicile, à l'aide d'un réseau fort et étendu sur tout le territoire. Il faut changer de paradigme culturel: la vieillesse n'attend pas la fin, c'est au contraire la période qui fait s'épanouir un sens plein de toute vie et l'ouvre à l'Éternel. Nous devons tous en être conscients. Et les institutions doivent contribuer à un dialogue plus efficace entre les générations.

Exc. Mgr. Vincenzo Paglia
Président Académie pontificale pour la vie





When the Covid broke out, Pope Francis stressed that we were all in the same boat. How could we forget his invocation for help, alone, in an empty St. Peter's Square! ?

He was commenting on the Gospel of the "calmed storm" and facing upward, he shouted: "Don't you care that we die?". It was a scene that moved the world. Everyone understood those words and that image. As the pandemic progressed, however, another image appeared in my mind: "we are all in the same storm, but on different boats".

The boats of the elderly were overwhelmed without problems, and so were those of the disabled...

In short, inequalities weighed heavily. And they continue to weigh even after the pandemic.

I would like to start from this image to offer some reflections on the theme of inequalities.

And I'll start with the one that emerges from the new demographic situation that concerns our Country, but not only that. In Italy we are facing a perfect storm on the demographic level: on the one hand the aging of the population (14 million Italians aged 65 and over - the second country in the world for the elderly after Japan) and on the other, the demographic decline (from the 59.6 million recorded at January 1, 2020, it will decrease to 58 million in 2030 and to 54.1 million twenty years later, to plummet to 47.6 million in 2070). And it doesn't stop there.

By 2040, one in five families will be a couple with children, but more than one in five will have no children. The data are from Istat. But if we read them more in depth, using, for example, the latest Bes Report published in April 2022, which uses a series of political, economic and social indicators, we can touch with hand the effects of the pandemic. The Report certifies that the pandemic has mostly resulted in setbacks in the well-being of the female population, especially for mothers with young children. But it was also children, adolescents and the very young who paid a very high toll to the pandemic and the restrictions.

In 2019 in Italy the employment rate of young people aged 25-34 continued to remain the lowest of all European countries, with a particularly large distance for girls. Italy has a sad record in Europe for the number of young people between 15 and 29 who are no longer included in a school or training course and not even engaged in a job (ndT: NEET Not in Education Employment and Training).

Another critical factor is the high number of early dropouts: the share of 18-24 year olds who leave the education and training system without having obtained a diploma or qualification in 2021 is 12.7%, a higher value than that set as the maximum limit in Europe (10%). And then to the most educated and qualified young people, Italy does not offer adequate opportunities yet. These are the real and dramatic inequalities.

Already these data indicate that one of the crucial issues for the future of the country concerns family policies (also those perspectives concerning culture and not just the economy), of which the birth rate is one of the most urgent knots to be resolved because it throws a mortgage on the future. And it asks which Italian company we want to build.

There is no doubt that the family represents a crucial cornerstone of society. If we were to imagine it, we could consider it like a four-storey building, each floor inhabited by a generation: children, young people, adults, the elderly. In short, for the first time in the history of our country, four generations co-exist. It had never happened before. But this building risks being without stairs and without an elevator. It is the drama of the lack of communication between generations. The news, the media, even the cinema, speak more and more often of problems and crises both within each generation and in intergenerational relations. We must not give in to this logic but firmly believe and practice dialogue between generations.

In Italy this issue takes on a particular significance, because we are experiencing a period of population decline, to which the aging of the population is added.

Figures speaking of a lack of hope in this country, of distrust of the future. It is urgent to re-launch the issue of the family to the attention of society as a whole and of politics: the family is the cornerstone of society, not only in Italy. The family - despite all its difficulties - helps to train and shape the citizens of the future, the believers of tomorrow, connects generations and allows history to go forward!

In Italy, 14 million over 65s are like a new population. It cannot be "thrown away". The presence of the elderly must be valued, cared for, guarded. A positive culture of the third and fourth age is still missing. In the Church too, we must do more, in order to make a spirituality of this part of life flourish.

The advances in medicine have lengthened the duration of life and life expectancy; now society as a whole must invent this age, filling it also with activity but, above all, with wisdom, available to all and other generations.

In this sense we have lived two very difficult years, with the pandemic that has brought too many disparities to the fore, aggravating pre-existing situations. And the ongoing conflict in Europe throws more fuel on the fire of divisions, but, above all, it casts shadows on the ability to look to the future with confidence and hope.





What to do, then? There is no doubt that something is moving. But it is still little. The government is moving towards the restructuring of assistance to this country into a country that is made up of the elderly population. Pope Francis is also spending himself in the Wednesday catechesis to emphasize that the elderly are a resource, not a burden. Fragility is a resource. This is the great lesson of the pandemic: we have all found ourselves - society and people - fragile and defenseless, facing a virus that does not look at obstacles and borders. And the extraordinary unanimous response of the scientists, in dialogue and collaboration with each other, has produced a vaccine - indeed more vaccines - in extraordinarily rapid times. As Pope Francis explains in "Amoris Laetitia", the future of the Church will be in thinking of itself as a family dimension, thus renewing the whole pastoral care. The Church itself must rethink itself as "a family". In an approach of attention and mercy, in a context in which the problems of the family - which are the problems of the Church - are read in the dynamics of faith, in a journey of dialogue, respect, meditation on the Gospel, attention to the most difficult experiences, in order to bring hope to our world. The Pope's catecheses can also provide us with an inspiring thought for politics and society. Just as in the Church the generations can and must find a harmonious coexistence, so in society the fracture within each country between young people and adults, between adults and the elderly, between politics and citizens, needs unprecedented measures to be recomposed.

First of all, a cultural step is needed: to put aside party divisions and look at the whole. There will be no future without peace, without a clean environment (what will be the effect of war on our habitat?). First of all, a profound awareness is necessary: the virus has changed our world and we must understand that only united we get out of it. But not only from the virus; from any difficulty, only if united mankind is able to improve. The sooner there is this awareness, the sooner we will take the necessary measures of solidarity.

The draft framework law for the assistance of the elderly, which the Inter - ministerial Commission that I coordinate has presented to the government goes in this direction. The underlying logic is simple: the elderly are a resource, even more so if the whole society is able to equip itself with adequate facilities to enhance and assist them at home, with the help of a strong and widespread network throughout the territory. We must change the cultural paradigm: old age is not waiting for the end, it is, instead, the period that makes a full meaning of all life flourish and open it to the Eternal. We all need to be aware of this. And institutions must help a more effective dialogue among generations.

Excellency Monsignor Vincenzo Paglia
President Pontifical Academy for Life





IL PESO DELLE DISEGUAGLIANZE

Quando scoppiò il Covid, Papa Francesco sottolineò che stavamo tutti sulla stessa barca. Come non ricordare la sua invocazione d'aiuto, solo, in una piazza San Pietro vuota!

Stava commentando il Vangelo della “tempesta sedata” e rivolto verso l'Alto, gridò: “Non t'importa che moriamo?”. È stata una scena che ha commosso il mondo. Tutti compresero quelle parole e quella immagine. Man mano che la pandemia andava avanti si è, però, affacciata alla mia mente, un'altra immagine: “stiamo tutti nella stessa tempesta, ma su barche diverse”.

Le barche degli anziani sono state travolte senza problemi, e così quelle dei disabili... Insomma, le disuguaglianze hanno pesato moltissimo. E continuano a pesare anche dopo la pandemia.

Vorrei partire da questa immagine per offrire qualche riflessione sul tema delle disuguaglianze.

E inizio con quella che emerge dalla nuova situazione demografica che riguarda il nostro Paese, ma non solo. In Italia siamo di fronte ad una tempesta perfetta sul piano demografico: da un lato l'invecchiamento della popolazione (14 milioni gli italiani da 65 anni in su – il secondo paese al mondo per anziani dopo il Giappone) e dall'altro il calo demografico (dai 59,6 milioni censiti al primo gennaio 2020 si passerà a 58 milioni nel 2030 e a 54,1 milioni vent'anni dopo, per precipitare fino a quota 47,6 milioni nel 2070). E non finisce qui.

Entro il 2040 una famiglia su cinque sarà costituita da una coppia con prole ma più di una su cinque non avrà figli. I dati sono dell'Istat. Ma se andiamo a leggerli più in profondità, utilizzando ad esempio l'ultimo Rapporto Bes pubblicato ad aprile 2022, che utilizza una serie di indicatori politici, economici, sociali, tocchiamo con mano gli effetti della pandemia. Il Rapporto certifica che la pandemia si è tradotta per lo più in arretramenti nel benessere della popolazione femminile, soprattutto per le madri con figli piccoli. Ma sono stati anche i bambini, gli adolescenti e i giovanissimi a pagare un altissimo tributo alla pandemia e alle restrizioni.

Nel 2019 in Italia il tasso di occupazione dei giovani di 25-34 anni continuava a rimanere il più basso di tutti i paesi europei, con una distanza particolarmente ampia per le ragazze. L'Italia ha un triste primato in Europa per la numerosità dei giovani tra 15 e 29 anni che non sono più inseriti in un percorso scolastico o formativo e neppure impegnati in un'attività lavorativa.

Un altro fattore di criticità è rappresentato dall'elevato numero di abbandoni precoci: la quota dei giovani 18-24enni che escono dal sistema di istruzione e formazione senza aver conseguito un diploma o una qualifica nel 2021 è pari al 12,7%, valore più elevato di quello fissato come limite massimo in sede europea (10%). E poi ai giovani più istruiti e qualificati, l'Italia non offre ancora opportunità adeguate. Queste sono le reali e drammatiche disuguaglianze.

Già questi dati indicano come uno dei temi cruciali per il futuro del Paese riguarda le politiche (anche quelle prospettive che riguardano la cultura e non solo l'economia) familiari, di cui la denatalità è uno dei nodi da sciogliere più urgentemente perché getta un'ipoteca sul futuro. E interpella quale società italiana vogliamo costruire.

Non c'è dubbio che la famiglia rappresenti un cardine cruciale della società. Se dovessimo immaginarla potremmo somigliarla ad un palazzo a quattro piani, ogni piano abitato da una generazione: bambini, giovani, adulti, anziani. Insomma, per la prima volta nella storia del nostro Paese coesistono 4 generazioni. Non era mai accaduto prima. Ma questo palazzo rischia di essere senza scale e senza ascensore.

È il dramma della incomunicabilità tra le generazioni. Le cronache, i media, anche il cinema, parlano sempre più spesso di problemi e di crisi sia all'interno di ogni generazione sia nelle relazioni intergenerazionali. Non dobbiamo cedere a questa logica ma credere e praticare fermamente il dialogo tra le generazioni.

In Italia assume un significato particolare, perché viviamo un periodo di calo demografico cui si aggiunge l'invecchiamento della popolazione.

Dati che parlano di una carenza di speranza in questo paese, di sfiducia verso il futuro. È urgente rilanciare il tema della famiglia all'attenzione della società tutta e della politica: la famiglia è la pietra angolare della società, non solo in Italia. La famiglia – pur con tutte le sue difficoltà - aiuta a formare i cittadini del futuro, i credenti di domani, collega le generazioni e consente l'andare avanti della Storia!

In Italia 14 milioni di ultra 65 enni sono come un nuovo popolo. Non può essere "gettato via".

La presenza degli anziani va valorizzata, curata, custodita. Manca ancora una cultura positiva della terza e quarta età. Anche nella Chiesa dobbiamo fare di più per far fiorire una spiritualità di questo tratto della vita.





I progressi della medicina hanno allungato la durata della vita, ora la società tutta deve inventare questa età, riempiendola anche di attività ma soprattutto di sapienza, a disposizione di tutte e altre generazioni. In questo senso abbiamo vissuto due anni molto difficili, con la pandemia che ha portato allo scoperto troppe disparità, aggravando situazioni pre-esistenti. E il conflitto in corso in Europa getta altra benzina sul fuoco delle divisioni ma soprattutto allunga ombre sulla capacità di guardare al futuro con fiducia e speranza.

Che fare dunque? È indubbio che qualcosa si sta muovendo. Ma è ancora poco. Il governo si sta muovendo sul fronte della ristrutturazione dell'assistenza a questo paese nel paese che è costituito dalla popolazione anziana. Anche Papa Francesco si sta spendendo nelle catechesi del mercoledì per sottolineare che gli anziani sono una risorsa, non un peso. La fragilità è una risorsa.

È la grande lezione della pandemia: ci siamo riscoperti tutti – società e persone – fragili ed indifesi di fronte ad un virus che non guarda a ostacoli e frontiere. E la straordinaria risposta corale degli scienziati, in dialogo e collaborazione tra loro, ha prodotto un vaccino – anzi più vaccini – in tempi straordinariamente rapidi.

Come spiega Papa Francesco in “Amoris Laetitia” il futuro della Chiesa sarà nel pensarsi a dimensione familiare, rinnovando così la pastorale tutta.

La stessa Chiesa deve ripensare se stessa come “una famiglia”. In un approccio di attenzione e misericordia, in un contesto in cui i problemi della famiglia – che sono i problemi della Chiesa – vengono letti nella dinamica della fede, in un cammino di dialogo, rispetto, meditazione del Vangelo, attenzione ai vissuti più difficili per portare speranza nel nostro mondo.

Le catechesi del Papa possono fornirci un pensiero ispiratore anche per la politica e la società.

Come nella Chiesa le generazioni possono e devono trovare un convivere armonico, così nella società la frattura all'interno di ogni paese tra giovani e adulti, tra adulti e anziani, tra politica e cittadini, per venire ricomposta ha bisogno di misure senza precedenti.

Prima di tutto serve uno scatto culturale: mettere da parte le divisioni partitiche e guardare all'insieme. Non ci sarà futuro senza la pace, senza un ambiente pulito (quale sarà l'effetto della guerra sul nostro habitat?). È necessaria prima di tutto una profonda consapevolezza: il virus ha cambiato il nostro mondo e dobbiamo capire che soltanto uniti ne usciamo.

Ma non solo dal virus; da qualunque difficoltà, solo unito il genere umano è capace di migliorare.

Più presto ci sarà questa consapevolezza, prima prenderemo le misure necessarie di solidarietà.

Il progetto di legge-quadro per l'assistenza degli anziani, che la Commissione interministeriale da me coordinata ha presentato al governo va in questa direzione. La logica di fondo è semplice: gli anziani sono una risorsa, tanto più se tutta la società saprà dotarsi di strutture adeguate per valorizzarli e assisterli in casa, con l'ausilio di una forte e capillare rete sul territorio.

Dobbiamo cambiare paradigma culturale: l'età anziana non è attesa della fine, è invece il periodo che fa rifiorire un senso pieno di tutta la vita e di aprirla verso l'Eterno. Tutti dobbiamo esserne consapevoli. E le istituzioni debbono aiutare un più effettivo dialogo tra generazioni.

Ecc. Mons. Vincenzo Paglia
Presidente Pontificia Accademia per la vita

Du 30 août au 3 septembre 2022, le vice-président de l'AEDE (EAT), Vasile Nicoară, le président de la section suédoise, Ilias Agathangelidis, et la présidente de la section allemande, Hanna Mielke, se sont tous réunis à Constanța pour continuer à travailler sur l'Erasmus+ de leurs écoles, le projet "GenEthics - Discuter sur la question bioéthique controversée de la recherche sur les cellules souches comme un enjeu important de notre temps dans le contexte européen", ainsi que leurs futurs projets.

Avec leurs équipes, ils ont organisé, préparé et animé des ateliers sur les outils numériques et le contexte de la bioéthique, ont mené des discussions avec l'un des scientifiques impliqués dans le projet et ont planifié les détails de leur future rencontre avec leurs étudiants à Constanta, Stockholm et Essen. En outre, ils ont travaillé intensément sur leur future coopération des écoles et des pays européens ainsi que sur leur accréditation Erasmus+.

Après deux années difficiles pendant la pandémie, nous sommes très reconnaissants d'avoir eu à nouveau cette belle rencontre en face à face pour renforcer notre partenariat et notre coopération.

Cette amitié et ce partenariat solides entre les trois personnes représentent le lien profond et l'amitié entre les trois pays de sorte qu'ils continuent à créer des opportunités d'apprentissage pour les étudiants européens dans le cadre de l'AEDE (EAT) et d'Erasmus+.

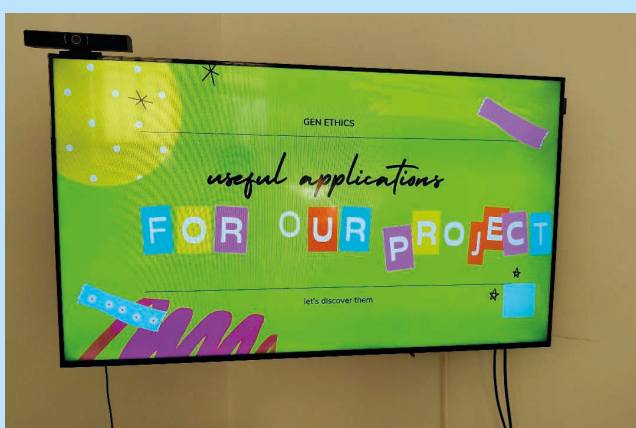


On August 30th – September 3rd 2022, the vice president of AEDE (EAT), Vasile Nicoară, the president of the Swedish section, Ilias Agathangelidis and the president of the German section, Hanna Mielke, all came together in Constanța to continue working on their school’s Erasmus+ project “GenEthics – Discussing the Controversial Bioethical Issue of Stem Cell Research as an Important Issue of Our Time in the European Context” as well as their future projects. Together with their teams they organized, prepared and lead workshops about the digital tools and the bioethical background, lead discussions with one of the scientists involved in the project and planned the details of their future meeting with their students in Constanta, Stockholm and Essen.

Furthermore, they worked intensely on their future cooperation of the European schools and countries as well as on their Erasmus+ accreditation.

After two difficult years during the pandemic, we are very thankful to have had this great meeting face-to-face again to strengthen our partnership and cooperation.

This strong friendship and partnership between the three people represent the deep connection and friendship between the three countries as they continue to create learning opportunities for European students in the context of AEDE (EAT) and Erasmus+.



Dal 30 agosto al 3 settembre 2022, il vicepresidente dell'AEDE (EAT) Vasile Nicoară, il presidente della sezione svedese Ilias Agathangelidis e la presidente della sezione tedesca Hanna Mielke si sono riuniti tutti a Costanza per continuare a lavorare sull'Erasmus+ delle loro scuole, il progetto "GenEthics - Discutere la controversa questione bioetica della ricerca sulle cellule staminali come una questione importante del nostro tempo nel contesto europeo", così come i loro progetti futuri.

Con i loro team, hanno organizzato, preparato e facilitato workshop sugli strumenti digitali e il contesto della bioetica, hanno discusso con uno degli scienziati coinvolti nel progetto e pianificato i dettagli del loro futuro incontro con i propri studenti a Constanta, Stoccolma ed Essen.

Inoltre, hanno lavorato intensamente alla futura cooperazione tra scuole e paesi europei, nonché all'accreditamento Erasmus+. Dopo due anni difficili durante la pandemia, siamo molto grati di aver avuto di nuovo questo bellissimo incontro faccia a faccia per rafforzare la nostra partnership e cooperazione. Questa forte amicizia e partnership tra i tre rappresenta il profondo legame e l'amicizia tra i tre paesi in modo che continuino a creare opportunità di apprendimento per gli studenti europei nell'ambito dell'AEDE (EAT) e di Erasmus+.





L'AEDE/EAT

**est une Association internationale à but non lucratif
(AISBL)**

2 Place Luxembourg (MEI-EMI), 1050 BRUXELLES

www.aede.eu

aedeuropea@gmail.com